

Le tableau suivant présente les situations particulières, enjeux et autres réflexions, qui ont été abordés lors des séquences de questions/réponses sur le thème du projet 2018 en collaboration avec les lycées, suite aux présentations des deux résolutions, des documents de travail, ainsi que dans le cadre du débat final.

Thème	Situations et cas particuliers	Enjeux	Commentaires et pistes de solution
Les inégalités de revenus.	<ul style="list-style-type: none"> • Au Luxembourg, les travailleurs luxembourgeois ont un revenu moyen supérieur de 30% à celui des étrangers. 	<ul style="list-style-type: none"> • Une meilleure répartition des revenus s'impose. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le Luxembourg ne fait pas exception aux pays souffrant d'inégalités. En ce sens des mesures doivent être prises, telles que la révision de la taxation des personnes et des sociétés, etc.
Les violations des Droits de l'homme.	<ul style="list-style-type: none"> • Un pays tel que les Etats Unis, est accusé de violer certains Droits de l'homme au même titre que le Venezuela, le Kazakhstan ou encore la Chine. 	<ul style="list-style-type: none"> • Des différences notables de traitement existent aux Etats Unis entre blancs et noirs, riches et pauvres. • Ce pays est également accusé de commettre des exactions dans le cadre de conflits militaires. 	<ul style="list-style-type: none"> • Bien que pays développé et démocratique, les Etats Unis font preuve de nombreuses situations inégalitaires et/ou en violation des Droits de l'homme (revenus du travail, sanctions pénales, etc.).
L'activité des firmes transnationales (FTN).	<ul style="list-style-type: none"> • L'activité des FTN dans les pays en développement vise-t-elle à contribuer à leur développement, ou à n'assouvir que leur soif de profit ? 	<ul style="list-style-type: none"> • La nature même de l'entreprise est la recherche du profit. 	<ul style="list-style-type: none"> • La redistribution des bénéfices en dehors des pays de production, témoigne des réelles intentions des sociétés. • La recherche du bien collectif relève de l'activité de la classe politique. Ainsi, son action afin de limiter les effets négatifs de l'activité des firmes s'impose.
La mondialisation de l'économie.	<ul style="list-style-type: none"> • Au regard de la mondialisation, les économies nationales sont aujourd'hui très fortement interdépendantes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le phénomène de mondialisation n'a pas profité à l'ensemble des pays du monde. • Il est toutefois difficile, voire impossible pour un pays de s'en extraire. 	<ul style="list-style-type: none"> • Des dispositifs devraient être mis en place, afin de limiter les impacts négatifs du libéralisme sur les pays les plus vulnérables (protection et soutien aux économies nationales, etc.). • La capacité décisionnelle de ces pays doit également être renforcée, par une meilleure représentation au sein des organisations internationales par exemple.
La coexistence des Droits de l'homme avec les inégalités.	<ul style="list-style-type: none"> • Les Droits de l'homme doivent-ils continuer à éliminer ou à réduire les inégalités, surtout les inégalités économiques, ou peuvent-ils très bien coexister avec elles, comme cela s'est fait durant les 70 dernières années ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Les Droits de l'homme constituent la première pierre de la dynamique du respect des droits fondamentaux. Il convient ensuite que chacun les soutienne et en favorise l'application. • Qui est le moteur du changement ? Est-il institutionnel ou provient-il du peuple ? • M. Dockendorf relève la question de la corruption intense qui entoure l'organisation d'évènements sportifs, tels que les jeux olympiques au sein de pays en développement. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le rôle de l'Etat est central. C'est à lui que revient la charge de concrétiser les changements de mentalités, de les inciter par le biais de l'éducation, d'assurer la participation active des citoyens, mais également de catalyser les aspirations individuelles (exemple du referendum). • A l'opposé, la voix du peuple peut être dans certains cas à l'initiative du changement et des réformes. Le Venezuela en est l'exemple, où près de 80% de la population se positionne contre son gouvernement. • La question de la corruption est également fondamentale. Sa réduction dans certains pays permettrait d'augmenter les capitaux alloués aux politiques visant à l'essor du pays. • En ce sens selon M. Dockendorf, la réforme du système politique et de gouvernance de certains pays s'impose. • Des Etats tels que la Chine, la Russie ou encore l'Afrique du Sud, devraient investir l'argent public au sein de politiques visant à réduire les inégalités et la pauvreté, plutôt que de pratiquer une « course à l'investissement » dans le cadre de l'accueil d'évènements sportifs majeurs.

<p>La restriction de la liberté de circulation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Des individus de nationalités ciblées se sont vu refuser l'accès aux Etat Unis : Irakiens, Yéménites, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le passeport constitue une entrave à la liberté de circulation de certaines personnes, mais permet toutefois de renforcer la sécurité dans des circonstances particulières. 	<ul style="list-style-type: none"> • Il est difficile de mettre en place des dispositifs permettant le parfait respect des Droits de l'homme, tout en recherchant d'autres finalités (telle que la sécurité). Toutefois le respect des droits fondamentaux doit rester l'objectif prioritaire. • Le passeport luxembourgeois est le passeport le plus puissant sur le plan diplomatique, permettant ainsi l'accès au plus grand nombre de pays. • L'Union Européenne s'illustre tout particulièrement en matière de violation des droits de circulation des individus, et plus précisément dans sa gestion des vagues migratoires en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient.
<p>Les inégalités en lien avec l'objectif de développement durable no 10.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les inégalités entre les pays les plus marquantes et déstabilisantes d'un point de vue social, économique et environnemental ? Quelles peuvent être les mesures pour réduire ces inégalités ? • Dans quelle mesure les élèves ont-ils déjà eu l'opportunité de travailler avec les pays en développement ? 	<ul style="list-style-type: none"> • L'égalité des chances en matière d'accès à l'emploi, l'éducation et à la santé existe (entre autres) au sein des pays d'Europe de l'Ouest, ce qui n'est pas le cas dans certains pays en développement. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les clivages riches/pauvres restent très importants dans certains pays du sud. • Des élèves ont déjà participé à des projets humanitaires et de développement, notamment dans le cadre scolaire, afin de venir en aide à la population de pays tels que la Syrie, le Venezuela, le Mali ou encore l'Afrique du Sud. Ces actions se sont traduites par des collectes de fonds, des projets de sensibilisation, des constructions d'infrastructures et des dons en nature.
<p>Les causes des inégalités</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Quelles sont les causes proches et lointaines (dans le temps et dans l'espace) des inégalités nord-sud mais aussi sud-sud et nord-nord? Une hiérarchisation est-elle possible ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Certaines communautés ou individus sont exclus de la société. • Les richesses et les populations de pays pauvres sont exploitées par les pays développés. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les vagues historiques de colonisation sont un facteur de précarisation des sociétés des pays colonisés. La fragilité de ces pays perdure aujourd'hui. • Le paradigme économique libéral actuel est générateur de fortes disparités en matière de redistribution des revenus du travail. • Certaines tranches de la population ont été perdantes dans la dynamique de mondialisation. • Certains pays du sud sont en proie à des conflits armés (exemple des pays du Sahel), ce qui impacte très fortement les populations locales. • La nature de l'homme tend également à agir de façon à créer des inégalités. • Une concentration des revenus s'opère dans les pays développés (Etats-Unis principalement). • En raison de notre mode de consommation actuel, nous nous rendons tous coupables de l'accroissement des inégalités. Une consommation plus « durable » et « équitable » s'impose. L'abaissement du taux de renouvellement des appareils électroniques, électroménagers ou encore des véhicules est une piste à suivre.